

Vie du M.U.R.S

Activités 2008

Une conférence européenne
les 24 - 25 novembre 2008

Les activités 2008-2009

Les archives du M.U.R.S.

J

ean-Gabriel GANASCIA

Une conférence européenne
les 24 - 25 novembre 2008 :
le monde de la connaissance
est-il plat ?

L'EUROPE DES CONNAISSANCES

Le XXI^e siècle s'ouvre pour l'Europe à Lisbonne avec une déclaration des chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union Européenne qui fixe un objectif à la fois stimulant et ambitieux pour notre continent : faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde d'ici à 2010 ». Derrière cette déclaration, se trouvent deux assertions qui lui donnent sens et la légitiment :

1- la connaissance – en particulier la connaissance scientifique et technologique – prendra une place centrale dans l'économie du XXI^e siècle qui s'annonce de plus en plus comme une économie de la connaissance, c'est-à-dire comme une économie où la création de richesses provient de nouveaux savoirs, de leur création et de leur échange,

2- du fait de ses traditions, l'Europe se trouve particulièrement bien placée pour prendre une place dominante dans une telle économie.

Huit ans plus tard, beaucoup d'observateurs s'inquiètent de la lenteur du processus de réforme dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation qui rend de plus en plus improbable la réalisation des objec-

tifs annoncés. Or, au-delà des résistances d'ordre institutionnel aux réformes, l'échec tient peut-être au projet lui-même. Certes, le diagnostic initial, autrement dit la première des assertions susmentionnées, n'a pas été remis en cause : la connaissance demeure, plus que jamais, la clef de la puissance économique et politique au XXI^e siècle. En revanche, la seconde assertion, à savoir la capacité de l'Europe à prendre la première place dans une économie de la connaissance se discute. D'un côté, l'Europe a bien été à l'origine du développement des sciences fondamentales dans lesquelles s'enracinent les connaissances actuelles. De plus elle vit dans la paix et la prospérité depuis plus de soixante ans et elle forme un nombre considérable de scientifiques et d'ingénieurs. Elle devrait donc répondre aux grandes espérances que l'on a nourri pour elle en l'an 2000. D'un autre côté, cette connaissance scientifique à prétention universelle que les européens ont généreusement donné au monde ne saurait leur appartenir exclusivement, du fait même de son caractère universel. En d'autres termes, si le berceau des connaissances scientifiques et technologiques se trouve bien en Europe, l'Europe ne saurait en tirer argument pour imposer une nouvelle forme de domination intellectuelle au monde.

Bref, l'échec probable de la stratégie Lisbonne tient peut-être à son caractère contradictoire : si l'Europe a forgé les principes sur lesquels se construit la société de la connaissance, l'universalité de ces mêmes principes ne donne à l'Europe aucun avantage particulier dans cette société nouvelle, car tous peuvent, au même titre qu'elle, se saisir de ce savoir légué par l'Europe.

Telles sont les questions dont nous voudrions débattre dans un événement organisé par le MURS à l'occasion de la présidence française de l'union européenne afin de mieux comprendre la place de la science dans nos sociétés.

les autres. Plus précisément, selon Thomas Friedman, la « mondialisation 3.0 » à laquelle nous assistons en ce début du XXI^e siècle tient au développement des technologies de l'information et de la communication ; elle fait suite à deux autres mondialisations : la « mondialisation 1.0 » qui s'est produite à partir de 1492 lors la découverte du nouveau monde et des premiers échanges intercontinentaux, puis la « mondialisation 2.0 » consécutive au commerce généralisé des firmes multinationales.

Cette « mondialisation 3.0 » se présente d'abord comme une mondialisation politique et économique, puis comme une mondialisation de la connaissance, car tous se forment désormais aux mêmes sources et tous ont accès aux mêmes informations. Avec l'ins-tantanéité des échanges, le monde devient si petit que l'on fait désormais la comptabilité des entreprises américaines en Inde. Conséquence immédiate de cet extension des communications à l'échelle planétaire, le savoir circule librement et donc, partout sur la planète, il y a des hommes éduqués qui maîtrisent les sciences, les technologies et les lois et qui se comprennent entre eux ; et ces hommes aspirent tous à la démocratie comme les hommes français éclairés du XVIII^e siècle aspiraient tous à la révolution. Pour Thomas Friedman, cette identité des aspirations des hommes éduqués sur toute la planète fait du monde contemporain un monde plat.

82

Le monde
de la
connaissance
est-il
plat ?

LE MONDE DE LA CONNAISSANCE EST-IL PLAT ?

Pour les poser, nous partirons du titre d'un essai écrit par un éditorialiste célèbre du New York Times, Thomas Friedman : « The World is Flat »¹ (*Le monde est plat*). Sans aucun doute, cette affirmation suscite bien des interrogations et des réticences. Il ne s'agit pas de l'accepter telle quelle, mais au contraire de l'utiliser comme stimulant à la réflexion : si le monde était plat, l'idéal universel Européen, dont l'Amérique du Nord a hérité, l'aurait emporté, et l'Europe n'aurait plus qu'à prendre place dans le concours des nations, à l'égal de toutes

¹Thomas Friedman, « The World is Flat – the Globalized World in the Twenty-First Century », Penguin, 2006

Si les échanges sont mondialisés et si les aspirations politiques des hommes cultivés apparaissent partout identiques, la connaissance elle aussi se mondialiserait et « s'aplatirait ». Dès lors, il n'y aurait plus d'école particulière, ni de lieu de transmission singulier. Cela semble déjà vrai dans le domaine des sciences fondamentales où la recherche s'effectue à l'échelle planétaire. Mais, est-ce vrai partout, dans tous les champs du savoir et dans toutes les activités humaines ? Si la réponse à cette question devait être positive, l'Europe n'aurait aucune place privilégiée dans le monde de la connaissance ; et, si elle était négative, cela voudrait dire que l'Europe n'est pas parvenue à imposer un modèle universel à l'ensemble des habitants du globe. Dans tous les cas, la prétention de l'Europe à accéder à l'universel s'oppose, indubitablement, à la volonté d'imposer un modèle européen dominant au reste du monde.

LA CRISE DE L'HUMANITÉ EUROPÉENNE

Dans une allocution prononcée en 1935 à Vienne, un grand philosophe européen, Edmund Husserl, s'inquiétait de ce qu'il appelait « La crise de l'humanité européenne ». Pour lui, cette crise était due à un échec du rationalisme qui, tourné uniquement vers le naturalisme et l'objectivisme, se détournait de la véritable science, de la science théo-

rétique, et par là de ce qui avait fait l'unicité du projet européen.

La crise de l'humanisme européen évoquée par Husserl en 1935 resurgirait-elle au XXI^e siècle, certes sous une forme bien différente de ce qu'elle a été dans les années trente ? En témoignerait cette contradiction où le projet d'Europe de la connaissance semble s'enliser : si la science européenne a conquis le monde au point de s'imposer comme norme universelle, c'est peut-être au prix d'un abandon de la perspective théorique initiale et d'une soumission totale à l'intérêt pratique. Dès lors, il n'est pas certain qu'il y ait toujours une place pour une science pure et désintéressée dans la société de la connaissance. Et, rien ne dit que l'Europe sache et veuille y trouver un rôle à sa mesure.

Cependant, ce qui faisait, selon Husserl, l'unicité de l'attitude théorique de la pensée européenne, ce n'était ni un objectif concret, ni une méthode particulière, mais un projet infini, un horizon, une idée régulatrice. Et, pour reprendre ses propres mots dans le petit texte que nous venons de mentionner, le trait le plus essentiel du penseur européen « c'est l'universalité typique de son attitude critique, sa résolution de n'accepter sans question aucune opinion préalable, aucune tradition ». Si nous souhaitons, aujourd'hui, ranimer cet idéal européen, il nous faut nous aussi adopter une attitude universellement critique, ne nous abandon-

²Edmund Husserl, « La crise de l'humanité européenne et la philosophie », tr. Française Paul Ricœur, Aubier Montaigne, Paris, 1977

ner à aucune tradition, ou tout au moins, ne pas nous en prévaloir pour agir, et regarder le futur en face en nous demandant quelles sont les voies nouvelles qui s'ouvrent à nous.

Et, c'est l'universalité de cette attitude critique qui a guidé le M.U.R.S dans l'organisation du colloque. Sans entrer dans le détail de la succession des séances plénières d'introduction et de conclusion, puis des sessions parallèles consacrées à cinq secteurs – nouvelles formes de communication, biologie et santé, sciences fondamentales, agronomie, climat et énergie – qui recouvrent des champs de questions actuelles sur le rapport entre la science et la société, nous avons construit les sessions de travail sur quatre phases progressives. Il s'agit, rappelons-le, de se demander si la connaissance est uniforme partout dans le monde, et quels que soient les champs disciplinaires. Nous partirons donc d'un état des lieux qui fera le point sur les enjeux traditionnels dans tous les secteurs de l'activité scientifique. Nous envisagerons ensuite le rôle particulier de la science et de la technique contemporaine dans la reformulation des questionnements. Puis, suivra une étape de réflexion sur les nouvelles pratiques qui commencent à se faire jour. Et, enfin, nous ouvrirons sur la dimension politique de cette réflexion. Cette dimension politique porte d'abord sur la politique scientifique et sur la formation, autrement dit sur les choix de financement qui conduisent à privilégier tel ou tel domaine scientifique. Soulignons,

à cet égard, que la notion de grand projet national, par exemple, dans notre pays, la conquête spatiale, l'aéronautique ou le nucléaire, semble de plus en plus céder le pas à une décision participative qui sollicite de nombreux acteurs intéressés à divers titres. Ainsi en va-t-il – ou devrait-il en aller – des orientations scientifiques dans le champ de l'agronomie. Tout en prenant acte d'une telle évolution, notre réflexion doit porter sur les conditions d'une telle décision.

Mais, cette dimension politique ne se limite pas aux décisions d'orientation des recherches ; les sciences et les technologies induisent aussi des transformations qui suscitent des questions d'ordre politique. Citons en deux. Dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la gouvernance des noms de domaines, l'accès égal pour tous aux bénéfices des technologies et la propriété des infrastructures constituent des enjeux politiques majeurs. De même, dans le secteur du climat, il apparaît aujourd'hui qu'une transformation radicale se fait jour : ce n'est plus l'économie qui dicte les orientations scientifiques, mais ce sont les scientifiques spécialistes du climat qui infléchissent les orientations économiques.

En conclusion, notons que le M.U.R.S s'était créé dans le but de conseiller les hommes politiques, en leur indiquant les conséquences sociales des choix scientifiques. Aujourd'hui, la place de la science dans la société a bien changé et les choix scientifi-

84

Le monde
de la
connaissance
est-il
plat ?

ques ne sont plus le fait du seul pouvoir de l'état. Ces décisions se prennent à l'échelle européenne, voire mondiale, par consulta-

tion de nombreux acteurs. Cette conférence pourrait prélude à une redéfinition de l'action du M.U.R.S et à son ouverture à l'échelle européenne et internationale.

Jean-Gabriel GANASCIA

*Professeur des sciences de l'informatique à l'Université Pierre et Marie Curie
Membre du directoire du M.U.R.S*